

Les déboires qu'elle a connus en Afrique et dans les Balkans, où de nombreux concepts nouveaux ont été mis en application, ont toutefois suscité des inquiétudes. Malheureusement, de nombreux États membres imputent à l'ONU tous les problèmes du monde actuel, ce qui n'est guère juste. Les États membres doivent cesser de blâmer les autres et commencer à faire leur part.

Le Canada sait que l'ONU a sa part de problèmes, mais le gouvernement est déterminé à trouver des solutions. Le Canada est dans une position unique pour aider l'ONU. Compte tenu de notre expérience et de notre expertise considérables dans presque tous les domaines du maintien de la paix, y compris les nouveaux concepts, nous avons beaucoup à offrir.

Le Canada contribue au renforcement du maintien de la paix de l'ONU de diverses façons, de la prestation de conseils d'experts au quartier général à New York, à l'établissement du Lester B. Pearson International Peacekeeping Training Centre à Cornwallis, en Nouvelle-Écosse.

Fidèles à la tradition canadienne, nous faisons des propositions pratiques et réalisables pour aider à préparer l'avenir de l'ONU. L'environnement international devenant de plus en plus complexe, il n'est guère surprenant que le maintien de la paix le soit devenu aussi.

À mesure que se feront jour de nouvelles menaces contre la sécurité, le Canada et les autres membres de la communauté internationale ne doivent pas abandonner leurs efforts pour découvrir des approches nouvelles et innovatrices en matière de maintien de la paix.

Quels que soient les défis, l'engagement du Canada envers cet outil utile pour le règlement des conflits ne doit pas changer.

**M. Jag Bhaduria (Markham—Whitchurch—Stouffville, Lib. ind.):** Madame la Présidente, je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui dans le cadre de ce débat sur la participation des Forces canadiennes à la mission de maintien de la paix, en collaboration avec d'autres pays, dans l'ancienne Yougoslavie.

• (2045)

L'accord de paix signé il y a quelques semaines a été un soulagement pour tous après de nombreuses années de combats amers dans cette région du monde.

Le Canada a une longue tradition de maintien de la paix. Lorsqu'il est question de maintien de la paix, on pense tout de suite au Canada. Nous avons près de 40 ans d'expérience dans ce domaine.

La surveillance de la paix est une noble cause. Elle montre une volonté de la part des êtres humains et de leurs gouvernements de faire quelque chose de constructif pour éliminer la souffrance humaine. Elle apportera de la stabilité dans une région déchirée par les conflits internes et la guerre civile depuis de nombreuses années. Unies pour la première fois dans un esprit de coopération, des forces de l'OTAN et des forces non membres de cette organisation joignent leurs efforts pour assurer le maintien de la paix.

Cette mission n'a pas qu'un caractère militaire. C'est aussi une mission d'espoir pour la population des Balkans et une mission qui vise à mettre un terme à la misère des habitants de Bosnie, de Serbie et de Croatie. Cette mission doit également

### *Initiatives ministérielles*

mettre fin à la purification ethnique qui a fait des dizaines de milliers d'innocentes victimes.

Les actes sont plus éloquentes que les paroles. C'est en vertu de ce principe que notre gouvernement a décidé de participer à la responsabilité commune du maintien de la paix en ex-Yougoslavie.

Certains députés de ce côté-ci de la Chambre ont parlé du manque de ressources. Que cela n'empêche pas le gouvernement d'agir, car l'occasion nous est donnée de contribuer au maintien de la paix dans le monde.

J'appuie la décision du gouvernement de faire sa part pour rétablir la paix dans cette région d'Europe centrale. Douze mois pour cette initiative de maintien de la paix, ça ne me semble pas excessif. On dit que ça pourrait prendre plus de temps. Nous ne pouvons travailler à partir de spéculations et d'autres hypothèses déraisonnables.

Pour ce qui est de leur compétence et de leurs capacités, les forces de défense canadiennes se classent parmi les meilleures du monde. Comme le dit le proverbe, c'est dans l'adversité qu'on reconnaît les forts. Ce sera un test de professionnalisme pour les femmes et les hommes de nos forces armées qui, encore une fois, devront travailler dans des conditions difficiles. Nous ne pouvons laisser la question du maintien de la paix aux pays et communautés de la région, car le monde est devenu un village planétaire.

Les événements qui se produisent dans une partie du monde ne peuvent être considérés comme des échauffourées régionales qui ne valent pas la peine d'être prises sérieusement en considération par les pays qui ne sont pas directement ou indirectement touchés, comme notre pays dans ce cas-ci.

La sécurité mondiale est la responsabilité collective de tous les membres de la communauté internationale. C'est particulièrement vrai pour le Canada, parce que nous sommes un membre influent et respecté de cette communauté. Je ne vois pas de raison de nous effacer derrière un autre pays dans cette noble entreprise de ramener la paix dans la région des Balkans, qui mérite que nous y participions.

Finalement, c'est un projet important qui, j'en suis sûr, aura l'appui de tous les Canadiens. Nous devons l'appuyer sans hésiter.

[Français]

**M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell, Lib.):** Madame la Présidente, il me fait plaisir de prendre la parole en ce débat sur le maintien de la paix. Si vous ne l'avez pas noté, je dois vous dire que c'est la première fois que je prends la parole dans un de ces débats sur nos forces militaires. Si je ne m'abuse, je pense que c'est le troisième de ces débats et c'est la première fois que je choisis d'intervenir.

J'interviens, non pas parce que je suis membre du Comité de la défense, non pas parce que je suis membre du Comité des affaires extérieures, mais simplement pour vous dire et vous faire part des commentaires que j'ai entendus de certains de mes électeurs, de certaines personnes de ma circonscription.

Tout d'abord, j'aimerais féliciter tous ceux et celles qui ont participé et qui ont réussi l'Accord de Dayton. Je crois que tous